



Assemblée générale

Distr. générale
7 août 2023
Français
Original : anglais

Soixante-dix-huitième session

Point 23 b) de l'ordre du jour provisoire*

Activités opérationnelles de développement : coopération Sud-Sud pour le développement

État de la coopération Sud-Sud

Rapport du Secrétaire général**

Résumé

Le présent rapport est soumis en application de la résolution [77/185](#) de l'Assemblée générale, dans laquelle l'Assemblée a prié le Secrétaire général de lui présenter un rapport d'ensemble sur l'état de la coopération Sud-Sud. Il met en lumière les défis mondiaux et les nouvelles problématiques et tendances dans le domaine de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire. Il fournit également une évaluation des progrès réalisés dans l'application des recommandations contenues dans le document final de Buenos Aires issu de la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud, en particulier les nombreuses initiatives engagées en 2022 par le système des Nations Unies pour le développement à l'appui de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire pour réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Il présente également une analyse des progrès réalisés durant la période considérée dans la mise en œuvre de la Stratégie de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire au service du développement durable applicable à l'échelle du système des Nations Unies (2020-2024). Il se conclut par des recommandations sur les moyens de renforcer encore la contribution de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire à l'accélération des progrès vers la réalisation du Programme 2030 et les objectifs de développement durable.

* [A/78/150](#).

** Le présent rapport a été soumis pour traitement hors délai pour des raisons techniques indépendantes de la volonté du bureau qui l'a soumis.



I. Introduction

1. Le présent rapport est soumis en application de la résolution 77/185 de l'Assemblée générale, dans laquelle l'Assemblée a prié le Secrétaire général de lui présenter un rapport d'ensemble sur l'état de la coopération Sud-Sud, y compris la mise en œuvre du document final issu de la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud. Le rapport, qui couvre l'année 2022, contient des informations analytiques et des recommandations fondées sur des données probantes et orientées vers l'action pour servir de base aux délibérations sur la coopération Sud-Sud que tiendra l'Assemblée lorsqu'elle examinera le point sur les activités opérationnelles de développement à sa soixante-dix-huitième session. Il revêt de l'importance dans l'optique du Sommet sur les objectifs de développement durable qui se tiendra en septembre 2023, marquant la mi-parcours du Programme 2030, car il souligne le rôle de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire en tant que modalités d'action dictées par la demande permettant aux pays en développement d'accélérer les progrès grâce à l'échange de connaissances, au développement et au transfert de technologies ainsi qu'à des financements.

2. Le rapport s'appuie sur les conclusions tirées des réponses à une enquête menée par le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud auprès des entités des Nations Unies et aux enquêtes réalisées par le Département des affaires économiques et sociales dans le cadre des examens quadriennaux complets auprès des États Membres, des entités des Nations Unies et des coordonnateurs et coordonnatrices résidents de janvier à décembre 2022. Il présente également, sous forme de synthèse, des informations sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire contenues dans des documents officiels, sur des sites Web et dans des publications d'entités des Nations Unies ainsi que les résultats de recherches publiés par des membres du réseau South-South Global Thinkers.

3. Les défis mondiaux et les nouvelles problématiques et tendances en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire sont présentés dans la section II. La section III contient un examen des progrès réalisés par le système des Nations Unies pour le développement pour appliquer les recommandations du document final de Buenos Aires. La section IV présente un bilan de la première année de mise en œuvre de la Stratégie de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire au service du développement durable applicable à l'échelle du système des Nations Unies (2020-2024), qui est coordonnée par le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud. La section V contient des conclusions et des recommandations sur les mesures nécessaires pour faire en sorte que la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire contribuent à l'accélération requise d'urgence de la réalisation des objectifs de développement durable et au relèvement de l'activité après la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) dans un contexte de crises multiples et interdépendantes.

II. Défis mondiaux et nouvelles problématiques et tendances dans le domaine de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire

A. Répondre aux répercussions socioéconomiques de la pandémie de COVID-19 et de la guerre en Ukraine

4. Les répercussions socioéconomiques dévastatrices de la pandémie de COVID-19 et de la guerre en Ukraine ont fait dérailler les progrès vers la mise en œuvre du Programme 2030 et la réalisation des objectifs de développement durable.

La pandémie a perturbé les chaînes d'approvisionnement, plongé des millions de personnes dans la pauvreté ou l'extrême pauvreté, fait grimper la dette et l'inflation dans les pays du Sud et exacerbé les inégalités, y compris celles liées aux vaccins, dans le monde entier. En 2022, les pays en développement ont continué de souffrir de ces défis mondiaux, qui ont été encore intensifiés par les conséquences de la guerre en Ukraine et d'autres conflits armés, à l'origine d'une hausse des niveaux d'endettement, d'un ralentissement économique, de l'inflation et de crises alimentaires et énergétiques. Un niveau de solidarité mondiale sans précédent est nécessaire pour surmonter les multiples impacts de la pandémie sur les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement.

5. À sa vingtième session, tenue en juin 2021, le Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud a réaffirmé le rôle important joué par la coopération Sud-Sud et l'intérêt accru qu'elle avait revêtu pendant la pandémie et a souligné que la solidarité qui sous-tendait cette coopération avait permis aux pays en développement d'obtenir des vaccins, des médicaments et des équipements de protection individuelle de la part de leurs partenaires du Sud. La large portée des modèles de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire et les principes de solidarité sur lesquels ils sont fondés restent des modalités essentielles de l'action en faveur du développement, non seulement pour faire face aux effets immédiats de la pandémie, mais aussi pour renforcer les systèmes de résilience et de transformation pour l'avenir.

6. La coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire ont continué à jouer un rôle important dans la distribution des vaccins contre la COVID-19 et dans la mise en place d'installations de production de vaccins dans les pays en développement, notamment au Brésil, en Égypte, dans les Émirats arabes unis et en Indonésie. Selon l'enquête menée auprès des entités des Nations Unies par le Bureau de la coopération Sud-Sud en 2022, le projet régional de relèvement post-COVID-19 du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a permis de fournir des équipements et du matériel de gestion des déchets médicaux, d'assurer des transferts de technologie et des conseils techniques et de soutenir le renforcement institutionnel des systèmes de santé dans cinq pays de la région Asie-Pacifique, touchant ainsi environ 14 millions de bénéficiaires directs et indirects.

7. Toutefois, l'accès général aux vaccins contre la COVID-19 reste un problème dans de nombreux pays en développement. À la fin de 2022, seuls 43 % de la population des pays les moins avancés avaient été vaccinés, contre 75 % dans les pays développés¹.

8. Les banques de développement du Sud ont également continué à jouer un rôle important dans le financement de la reprise après la pandémie dans les pays en développement. Il s'agit notamment de la Nouvelle Banque de développement et de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures, qui financent des projets dans diverses régions, ainsi que des banques régionales de développement telles que la Banque interaméricaine de développement et la Banque africaine d'import-export.

9. À la fin de 2022, la Nouvelle Banque de développement avait accordé plus de 10 milliards de dollars de prêts pour soutenir les interventions d'urgence et le redressement économique de ses membres, notamment l'Afrique du Sud, le Brésil et l'Inde². En 2021, la Banque s'est élargie au Bangladesh et aux Émirats arabes unis, et en 2022, l'Égypte et l'Uruguay ont dit souhaité en devenir membres.

¹ Voir www.un.org/development/desa/dpad/wp-content/uploads/sites/45/LDC-vaccine-31-Dec-22.pdf.

² Voir www.ndb.int/projects/covid-19-emergency-assistance-info-hub.

10. La Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures a accru la capacité de financement de son mécanisme de sortie de la crise sanitaire et l'a portée à 20 milliards de dollars en 2022, prolongeant également la durée de vie de ce mécanisme jusqu'à la fin de 2023. En février 2022, 46 projets avaient été approuvés, pour un montant total de 11,6 milliards de dollars dans 25 pays membres : 3,4 milliards de dollars pour le secteur de la santé publique ; 2,3 milliards de dollars pour les financements et les liquidités ; et 5,9 milliards de dollars pour la résilience économique et les financements budgétaires de politique publique³.

11. En Amérique latine, la Banque interaméricaine de développement a engagé environ 8 milliards de dollars et les banques de développement sous-régionales, à savoir la Banque de développement d'Amérique latine, la Banque centraméricaine d'intégration économique et la Banque de développement des Caraïbes, ont engagé collectivement 12 milliards de dollars pour faire face aux effets négatifs de la pandémie de COVID-19 en finançant des programmes d'urgence, y compris des mesures sanitaires, et en ouvrant des lignes de crédit pour imprévus⁴.

12. La Banque africaine d'import-export (Afreximbank) a maintenu son Dispositif d'atténuation de l'impact de la pandémie sur le commerce (PATIMFA) et sa Facilité collaborative de riposte à la pandémie de COVID-19 (COPREFA), dotée de 1,5 milliard de dollars. Le PATIMFA a aidé les pays membres d'Afreximbank à atténuer et à gérer les effets financiers, économiques et sanitaires de l'épidémie de coronavirus sur le continent, alors que la COPREFA a aidé les économies africaines à résister aux chocs des prix des produits de base et assurer leur approvisionnement en fournitures médicales⁵.

13. Certaines banques de développement du Sud ont également réorienté leurs stratégies opérationnelles en 2022 en réponse à la pandémie. La Banque islamique de développement, par exemple, a réorienté sa stratégie pour la période 2023-2025 afin de stimuler la reprise après les pertes économiques causées par la pandémie, tout en s'attaquant à la pauvreté, en renforçant la résilience contre les chocs économiques futurs et en stimulant la croissance économique verte⁶.

B. Lutte contre la crise de la dette

14. Selon les *Perspectives de l'économie mondiale* publiées par le Fonds monétaire international en octobre 2022, l'inflation devrait atteindre une moyenne mondiale de 8,8 % en 2022, tandis que la croissance mondiale devrait continuer à ralentir pour tomber à 3,2 % en 2022 et 2,7 % en 2023⁷. La hausse des taux d'intérêt et le ralentissement de la croissance mondiale risquent de faire basculer un grand nombre de pays dans une crise de la dette. Environ 60 % des pays les plus pauvres sont déjà exposés à un risque élevé de surendettement, certains étant même déjà en situation de surendettement⁸.

15. Selon les dernières données disponibles de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le déficit de financement des objectifs de

³ Voir www.aiib.org/en/policies-strategies/COVID-19-Crisis-Recovery-Facility/index.html.

⁴ Voir Georgina Cipoletta Tomassian et Tarek Abdo, « Development bank financing in the context of the COVID-19 crisis in Latin America and the Caribbean », *Financing for Development*, n° 272 (Santiago, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, 2022).

⁵ Voir www.afreximbank.com/afreximbank-recognised-for-role-in-africas-fight-against-covid-19.

⁶ Voir www.isdb.org/news/supporting-resilience-and-sustainability-through-south-south-cooperation.

⁷ Fonds monétaire international, *World Economic Outlook: Countering the Cost-of-Living Crisis* (Washington, 2022).

⁸ Voir www.worldbank.org/en/news/press-release/2022/12/06/debt-service-payments-put-biggest-squeeze-on-poor-countries-since-2000.

développement durable dans les pays en développement a augmenté de 56 % en 2020, pour atteindre un total de 3 900 milliards de dollars⁹. Alors que l'aide publique au développement s'est chiffrée à 162,2 milliards de dollars en 2020, le niveau le plus élevé jamais enregistré, l'inflation mondiale a dégradé son pouvoir d'achat. Entre 2020 et 2025, on estime que le service de la dette extérieure dans les pays en développement atteindra en moyenne 375 milliards de dollars¹⁰.

16. L'une des principales conclusions du *Rapport 2022 sur le financement du développement durable* est que « toute une série de pays risquent de s'enfoncer plus profondément dans un cycle de dette insoutenable et d'austérité alors que l'incidence de la pauvreté et de la faim est en hausse », 60 % des pays les moins avancés et des autres pays à faible revenu étant déjà exposés à un risque élevé de surendettement ou en situation de surendettement¹¹. L'alourdissement des charges d'intérêt dans les pays les plus pauvres est restée un problème majeur en 2022, ces pays devant faire face au relèvement des taux d'intérêt, à une reprise économique plus lente et à la persistance de déficits de recettes. En outre, les besoins bruts de financement extérieur augmentent dans de nombreux pays les moins avancés et d'autres pays à faible revenu, en raison de l'accroissement du service de la dette extérieure et de l'aggravation des déficits des balances des opérations courantes.

17. Dans ce contexte, le Programme d'action d'Addis-Abeba continue de servir de cadre mondial pour le financement du développement durable en alignant tous les flux et politiques de financement sur les priorités économiques, sociales et environnementales. Dans le Programme d'action, les Chefs d'État et de gouvernement et les Hauts Représentants ont considéré qu'il était « nécessaire d'aider les pays en développement à rendre leur dette viable à long terme au moyen de politiques concertées visant à faciliter le financement de la dette, son allègement, sa restructuration ou sa gestion appropriée, selon le cas ». Ils ont réaffirmé que « la coopération Sud-Sud [était] un élément important de la coopération internationale pour le développement en ce qu'elle compl[était], sans la remplacer, la coopération Nord-Sud » et se sont engagés à « renforcer la coopération triangulaire, qui [était] un moyen de mettre les compétences et les acquis de l'expérience au service de la coopération pour le développement ».

C. Agir d'urgence pour le climat

18. Faire face à la crise climatique nécessite une coopération entre tous les pays et toutes les parties prenantes, la coopération Sud-Sud jouant un rôle important et venant compléter la coopération Nord-Sud. Les pays du Sud restent en première ligne dans la lutte contre les changements climatiques et sont ceux qui en souffrent le plus. Dans le même temps, ils ont innové et élaboré un large éventail de solutions d'adaptation et d'atténuation qui correspondent aux conditions socioéconomiques locales et tirent parti des connaissances autochtones et des technologies endogènes. Certains pays du Sud disposent également d'équipements ainsi que d'un savoir-faire et d'une expertise de pointe. Les technologies mises au point dans les pays en développement conviendront probablement souvent à d'autres pays en développement en raison des similitudes dans les conditions géoclimatiques, culturelles et socioéconomiques. L'intérêt que les pays en développement portent à la coopération Sud-Sud dans la lutte contre les changements climatiques se reflète dans les contributions déterminées

⁹ Voir OCDE, *Perspectives mondiales sur le financement du développement durable 2023 : Pas de durabilité sans équité* (Paris, 2023).

¹⁰ Ibid.

¹¹ Voir Nations Unies, Groupe de réflexion interinstitutions sur le financement du développement, *Financing for Sustainable Development Report 2022* (New York, 2022).

au niveau national actualisées qu'ils présentent au titre de l'Accord de Paris sur le climat, dans lesquelles la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire sont de plus en plus considérées comme des modalités d'action importantes dans le domaine climatique.

19. Il est de plus en plus admis que les progrès dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris sont inextricablement liés aux progrès dans la réalisation du Programme 2030 et de ses objectifs. Les fonds d'affectation spéciale pour la coopération Sud-Sud gérés par le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, à savoir le Dispositif Inde, Brésil, Afrique du Sud (IBAS) pour l'atténuation de la pauvreté et la lutte contre la faim, le Fonds des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, le Fonds de partenariat Inde-Nations Unies pour le développement et le fonds d'affectation spéciale Pérez-Guerrero pour la coopération Sud-Sud, ont continué en 2022 à décaisser des fonds pour des projets dans le cadre desquels l'action climatique occupait une large place.

20. Aux niveaux interrégional et régional, la coopération Sud-Sud dans le domaine des changements climatiques s'est poursuivie par le biais d'institutions, de cadres et d'initiatives régionaux. En 2022, l'Union africaine a finalisé sa Stratégie et son Plan d'action relatifs aux changements climatiques et au développement résilient (2022-2032). Parmi les exemples de coopération Sud-Sud dans le domaine des changements climatiques signalés par les entités des Nations Unies en 2022, on peut citer le projet relatif à la sécurité climatique dans le Pacifique, soutenu par le Fonds pour la consolidation de la paix et géré par le Bureau d'appui à la consolidation de la paix du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, qui contribue à renforcer l'échange de connaissances et l'autonomisation des pays à atolls de faible élévation, en particulier Kiribati, les Îles Marshall et Tuvalu, pour faire face aux menaces à la sécurité posées par les changements climatiques. Le PNUD et le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud ont soutenu l'Alliance solaire internationale dirigée par l'Inde ainsi que les partenariats Sud-Sud entre l'Afrique et la Chine, l'Inde et la Türkiye et le Dispositif IBAS pour l'atténuation de la pauvreté et la lutte contre la faim. L'Alliance solaire internationale bénéficiera à 10 pays d'Afrique et de la région Asie-Pacifique : le Bénin, le Mali, le Niger, l'Ouganda, la République démocratique du Congo, le Sénégal, le Soudan, le Soudan du Sud, le Togo et Tuvalu. Par exemple, le Dispositif IBAS pour l'atténuation de la pauvreté et la lutte contre la faim a financé l'installation de systèmes de pompes à eau fonctionnant à l'énergie solaire afin d'améliorer l'accès à une énergie propre et abordable ainsi qu'à des ressources en eau pouvant être utilisées en toute sécurité par les ménages et pour l'agriculture. Un autre exemple est le Réseau mondial de centres régionaux pour l'énergie durable que l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) a continué à piloter en 2022, en partenariat avec les communautés économiques sous-régionales et leurs États membres, afin d'accélérer la transition énergétique dans les pays en développement grâce à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire. En outre, en 2022, le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) s'est associé au Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud pour mener une série d'actions climatiques novatrices par le biais de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire au niveau des villes.

D. Faire progresser la numérisation et la science, la technologie et l'innovation

21. La pandémie de COVID-19 a contribué à l'accélération de la transition vers les technologies numériques, facilitant la recherche de nouvelles solutions aux défis socioéconomiques grâce à de nouveaux modes de communication, de travail, de

commerce et de financement. Néanmoins, si dans certains pays en développement, y compris dans certains petits États insulaires en développement du Pacifique¹², la pandémie a servi de catalyseur aux initiatives numériques, dans l'ensemble, la numérisation dans les pays du Sud a continué d'être caractérisée par d'importants déséquilibres. Seuls 36 % des habitants des pays les moins avancés utilisaient Internet en 2022, contre 66 % au niveau mondial. Dans les pays les moins avancés, pas moins de 17 % de la population n'avaient pas accès à un réseau fixe ou mobile à large bande. Les autres 47 % de la population restaient hors ligne en raison d'autres obstacles, notamment l'accessibilité financière des services de technologies de l'information et des communications (TIC). En moyenne, l'utilisation de Internet dans les pays les moins avancés demeurerait plus coûteuse que partout ailleurs dans le monde¹³. En outre, il existait un écart important entre les hommes et les femmes en ce qui concernait la fracture numérique. Par exemple, près de 259 millions de femmes de moins que d'hommes avaient accès à Internet. Selon l'Union internationale des télécommunications (UIT), 63 % seulement des femmes utilisaient Internet en 2022, contre 69 % des hommes. L'écart entre les sexes est encore plus préoccupant dans les pays à faible revenu, où 21 % des femmes étaient connectées contre 32 % des hommes, un chiffre qui ne s'est pas amélioré depuis 2019¹⁴.

22. Cependant, les exemples de la manière dont la coopération Sud-Sud aux niveaux régional, national et local pourrait réduire la fracture numérique sont de plus en plus nombreux. Par exemple, au niveau régional, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) a commencé à mettre en œuvre sa Stratégie consolidée sur la quatrième révolution industrielle, afin d'orienter les travaux de ses membres sur la transformation numérique. Un autre exemple est la stratégie de transformation numérique des Centres africains de contrôle et de prévention des maladies, qui a été élaborée en 2022 et vise à utiliser des solutions de santé numérique pour améliorer la surveillance et le traitement des maladies ainsi que la prestation des soins de santé sur l'ensemble du continent. Dans les pays arabes, la Plateforme arabe d'inclusion numérique de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale vise à réduire la fracture numérique et à concrétiser les droits numériques des personnes handicapées.

23. S'agissant de la science, de la technologie et de l'innovation, le forum de collaboration multipartite sur la science, la technologie et l'innovation au service de la réalisation des objectifs de développement durable a souligné que la coopération internationale, y compris la coopération Sud-Sud et les partenariats multipartites, devait être redynamisée pour mobiliser et exploiter la science, la technologie et l'innovation et accélérer ainsi les progrès vers un redressement et un développement durables¹⁵. Dans cette optique, le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud a dressé une carte de la coopération Sud-Sud dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation et a analysé l'état de la science, de la technologie et de l'innovation dans les pays du Sud, sur la base d'une série d'études de cas réalisées dans différentes régions¹⁶. La conclusion de cette étude était que les informations sur la coopération Sud-Sud en matière de science, de technologie et d'innovation étaient dispersées et qu'une collecte de données à grande échelle serait nécessaire pour

¹² Voir Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, *Digital Economy Report, Pacific Edition 2022: Towards Value Creation and Inclusiveness* (Genève, 2022).

¹³ Voir Union internationale des télécommunications, *Mesurer le développement du numérique : Faits et chiffres 2022 – Le cas des pays les moins avancés* (Genève, 2022).

¹⁴ Voir UIT, « La fracture numérique entre les hommes et les femmes ». Disponible à l'adresse suivante : <https://www.itu.int/itu-d/reports/statistics/2022/11/24/ff22-the-gender-digital-divide/>.

¹⁵ Voir E/HLPF/2022/6.

¹⁶ Voir <https://unsouthsouth.org/2022/01/17/south-south-ideas-paper-mapping-south-south-cooperation-in-science-technology-and-innovation-for-theory-and-practice>.

comprendre l'état actuel de cette coopération. Il y était également recommandé de passer en revue les systèmes nationaux de science, de technologie et d'innovation des pays en développement afin d'élaborer une feuille de route pour l'amélioration de ces systèmes et de recenser les possibilités de coopération Sud-Sud. Le Centre international pour la coopération Sud-Sud dans le domaine des sciences, de la technologie et de l'innovation, qui est placé sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, pourrait servir de plateforme pour entreprendre une telle analyse globale dans l'ensemble des pays du Sud.

E. Redimensionner la coopération triangulaire

24. En 2022, les participants à la Réunion internationale annuelle sur la coopération triangulaire, organisée conjointement par l'OCDE et le Gouvernement portugais, ont conclu que la coopération triangulaire se développait et continuait de contribuer à la mise en œuvre du Programme 2030 et à la réalisation de ses objectifs en regroupant les forces et les ressources complémentaires des partenaires du Nord et du Sud¹⁷. Si les gouvernements et les organisations multilatérales et internationales restaient les principaux acteurs de la coopération triangulaire, un nombre croissant de projets associaient de multiples parties prenantes, notamment des organisations intergouvernementales, la société civile, le monde universitaire, le secteur privé et des institutions philanthropiques. Toutefois, malgré ces évolutions encourageantes, des efforts supplémentaires seraient nécessaires pour exploiter pleinement le potentiel de la coopération triangulaire.

25. Dans un rapport publié en 2022, l'OCDE a noté que la coopération triangulaire progressait en Afrique¹⁸. En février 2021, 33 % des projets répertoriés dans la base de données de l'OCDE sur la coopération triangulaire¹⁹ impliquaient des pays africains, contre 21 % en 2016. Le rapport de l'OCDE indiquait que la coopération triangulaire offrait un gros potentiel pour répondre à trois mégatendances considérées comme critiques pour le développement de l'Afrique dans l'Agenda 2063 de l'Union africaine, à savoir les technologies de l'information et des communications, l'environnement et les changements climatiques et les mutations démographiques (emploi des jeunes, urbanisation et mobilité internationale) et donnait des exemples de la façon dont la coopération triangulaire était déjà à l'œuvre sur le continent. En 2022, l'OCDE a publié une note d'orientation pour aider les membres de son Comité d'aide au développement à rendre compte des activités de coopération triangulaire.

26. Certains pays développés ont alloué des ressources spécifiques à la coopération triangulaire ou ont créé et géré des fonds de coopération triangulaire et ont continué à verser des contributions à ces fonds en 2022. Parmi ces fonds, on peut citer le Fonds régional pour la coopération triangulaire avec les partenaires d'Amérique latine et des Caraïbes, financé par le Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement et mis en œuvre par l'Agence allemande pour la coopération internationale, et le Fonds pour la coopération triangulaire avec l'Asie, dont la création a été demandée par le Ministère fédéral et qui est géré par l'Agence allemande pour la coopération internationale. Parmi les projets réalisés au titre de ces fonds en 2022 figuraient un projet visant à développer des systèmes d'information géospatiale pour la planification, le suivi et l'évaluation des programmes sociaux au Pérou, qui bénéficiait aussi du soutien de l'Inde, et un projet visant à accroître la

¹⁷ Voir www.oecd.org/dac/triangular-co-operation/Summary_Lisbon_TRC_Oct22.pdf.

¹⁸ Voir https://triangular-cooperation.org/wp-content/uploads/2022/10/OECD_Triangular-co-operation-with-Africa.pdf.

¹⁹ Voir www.oecd.org/dac/dac-global-relations/triangular-co-operation-repository.htm.

productivité agricole en Éthiopie en s'appuyant sur les enseignements tirés de l'expérience du Brésil.

III. Progrès dans l'application des recommandations du document final de Buenos Aires par les entités des Nations Unies

A. Poursuivre l'intégration de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans les politiques, stratégies et programmes

27. Selon une enquête menée par le Département des affaires économiques et sociales auprès des sièges des entités des Nations Unies en 2022, ces dernières ont continué à intégrer la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans leurs stratégies et leurs politiques. En 2022, 73 % d'entre elles ont déclaré intégrer la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire en tant que modalités de mise en œuvre spécifiques dans leurs plans stratégiques globaux et leurs instruments de programmation, et 75 % ont signalé qu'elles les intégraient dans leurs plans régionaux.

28. Dans le Plan stratégique du PNUD (2022-2025), la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire sont considérées comme un élément fondamental de la coopération pour le développement et comme un aspect indissociable de la réflexion et de l'action du PNUD concernant l'avenir du développement. Le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), dans son Plan stratégique 2022-2025, a fait de la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire des facteurs d'accélération de l'obtention de résultats dans le cadre de ses programmes. En 2022, il a également publié sa stratégie interne sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire ainsi que des indicateurs concernant cette coopération pour orienter la programmation et les activités de ses bureaux de pays. De même, le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ont indiqué avoir mis au point de nouveaux plans stratégiques et de nouvelles directives pour intégrer et institutionnaliser davantage la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire au niveau national. En 2022, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a publié ses Lignes directrices pour la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire (2022-2025) et son Plan de mise en œuvre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire (2022-2025) et entamé un processus de suivi de la prise en compte de cette coopération dans ses descriptifs de programme de pays. L'Organisation panaméricaine de la santé a continué d'institutionnaliser la coopération Sud-Sud en 2022 en intégrant cette coopération comme approche transversale dans les lignes directrices pour le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre de son Plan stratégique (2020-2025). Elle a noté que 22 entités régionales, sous-régionales et nationales avaient intégré la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans leurs plans opérationnels de 2021-2022. Tout au long de l'année 2022, l'ONUDI a fait porter ses efforts sur la mise au point d'une stratégie institutionnelle globale, alignant ses actions sur le document final de Buenos Aires. L'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle a défini un nouveau plan d'action pour soutenir et encourager davantage d'initiatives de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire avec ses États membres et entre eux.

29. L'Assemblée générale, dans ses résolutions [76/221](#) et [77/185](#), a donné expressément pour mandat au système des Nations Unies pour le développement de continuer à inscrire systématiquement la coopération Sud-Sud et la coopération

triangulaire au programme de chaque plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, selon qu'il conviendra, afin d'accélérer la mise en œuvre du Programme 2030 et la réalisation des objectifs de développement durable. Elle a en outre demandé au Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud d'œuvrer en collaboration avec les entités des Nations Unies et les commissions régionales à la prise en compte systématique de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, à l'aide, notamment, des cadres régionaux établis à cette fin.

30. Conformément à ce mandat, en 2022, le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, en collaboration avec le Bureau de l'appui au développement et les commissions régionales, a établi des orientations pour les équipes de pays des Nations Unies et le système des Nations Unies pour le développement au niveau régional afin de les aider à intégrer la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans les plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable au niveau national et dans les instruments de planification et de suivi des Nations Unies au niveau régional.

31. Les commissions régionales ont placé la coopération Sud-Sud au cœur de leur travail, étant donné leur mandat de promotion de la coopération entre les États membres dans leurs régions géographiques respectives. En 2022, plusieurs commissions ont fait état de progrès dans l'intégration des approches de coopération Sud-Sud et triangulaire dans leurs travaux. La Commission économique pour l'Europe a indiqué que son budget-programme pour 2023 comportait une référence à la coopération Sud-Sud, avec une allocation claire de fonds pour les initiatives dans ce domaine. La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique a inclus des références spécifiques à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire dans son descriptif de programme régional.

32. En application de la résolution 77/185 de l'Assemblée générale, les entités des Nations Unies veillent à ce que leurs descriptifs de programme de pays s'inspirent des orientations du système en matière de coopération Sud-Sud et cherchent à s'aligner davantage sur les plans-cadres des Nations Unies pour le développement durable. Par exemple, des indicateurs ou des activités liés à la coopération Sud-Sud et triangulaire ont été inclus dans 100 % des descriptifs de programme de pays du FIDA, 90 % des descriptifs de programme de pays d'ONU-Habitat ciblant les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, 87 % des descriptifs de programme de pays du PAM, 80 % des descriptifs de programme de pays du FNUAP, environ 60 % des descriptifs de programme de pays du PNUD et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), 41 % des descriptifs de programme de pays de l'ONUDI et 25 % des descriptifs de programme de pays de l'Organisation internationale du travail (OIT).

33. Soixante-dix pour cent des 115 équipes de pays des Nations Unies qui ont répondu à l'enquête ont indiqué que les principales difficultés rencontrées pour promouvoir la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire étaient l'insuffisance des ressources et des capacités dédiées. Le manque d'implication au niveau national et la nécessité d'une stratégie et d'une politique opérationnelle ont été cités comme d'autres défis majeurs par respectivement 27 % et 26 % des personnes interrogées.

B. Renforcer les réseaux numériques pour le partage des connaissances, la codification des bonnes pratiques et la négociation de partenariats

34. En 2022, les entités des Nations Unies ont continué à renforcer les réseaux de partage des connaissances, à codifier les bonnes pratiques en matière de coopération

Sud-Sud et de coopération triangulaire, et à favoriser les partenariats Sud-Sud. Par exemple, un rapport récent du PNUD sur l'accélération de la reprise post-COVID-19 par la solidarité panafricaine montre comment la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire ont contribué à renforcer la résistance de l'Afrique à la pandémie de COVID-19 grâce aux échanges de connaissances, de compétences et d'expertise à travers l'ensemble du continent, notamment en matière de financement et de restructuration de la dette²⁰. Au niveau national, le FNUAP a facilité les échanges d'experts sur les registres nationaux d'état civil entre la République de Moldova et l'Inde, avec le soutien du Fonds de partenariat Inde-Nations Unies pour le développement. Au niveau des villes, les commissions régionales, en collaboration avec ONU-Habitat et le Fonds d'équipement des Nations Unies, ont mis en œuvre un projet dans 16 pays pour renforcer la résilience économique urbaine pendant et après la pandémie, notamment en facilitant les échanges entre les villes et en aidant les autorités municipales à élaborer des plans de reprise économique et de résilience et à recenser les sources de financement possibles pour la réalisation de ces plans²¹.

35. South-South Galaxy, hébergé par le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, a continué de servir de plateforme mondiale en ligne des Nations Unies pour le partage des connaissances et le développement de partenariats pour la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire. À la fin de 2022, il avait été utilisé par plus de 500 entités enregistrées (soit une augmentation de 25 % par rapport à 2021) et inclus plus de 1 000 bonnes pratiques (soit une augmentation de 25 % par rapport à 2021) en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire pour le développement durable, y compris les réponses à la pandémie de COVID-19.

36. De nombreuses entités des Nations Unies ont également continué en 2022 de codifier les bonnes pratiques en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire. Par exemple, le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, en partenariat avec la FAO, a publié un recueil des expériences de la FAO en matière de coopération Sud-Sud et triangulaire dans le domaine du développement agricole²². Il a également établi une publication consacrée aux bonnes pratiques en matière de coopération Sud-Sud et triangulaire dans les pays les moins avancés²³ et publié son quatrième volume sur les bonnes pratiques en matière de coopération Sud-Sud et triangulaire pour le développement durable²⁴. Le programme des Volontaires des Nations Unies a conçu une section thématique distincte sur la coopération Sud-Sud pour son portail de connaissances sur le volontariat, qui contient des données et des preuves mondiales, régionales et nationales sur la coopération Sud-Sud et le volontariat.

37. En ce qui concerne le renforcement des réseaux de partage des connaissances et la création de partenariats, la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique a mené diverses activités en 2022, notamment l'accueil de l'Exposition mondiale sur le développement Sud-Sud de concert avec le Gouvernement thaïlandais et le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, la facilitation des réunions du Forum Asie-Pacifique des Directeurs généraux pour la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire ainsi que l'élaboration et le lancement du South-

²⁰ Voir PNUD, *Accélérer la reprise post-COVID-19 par la solidarité Ushikamano panafricaine* (Pretoria, 2022).

²¹ Voir <https://urbaneconomicresilience.org>.

²² Voir www.fao.org/3/cc0678en/cc0678en.pdf.

²³ Voir www.unsouthsouth.org/wp-content/uploads/2022/03/SSTC-Good-Practices-in-LDCs-FR.pdf.

²⁴ Voir <https://unsouthsouth.org/wp-content/uploads/2022/09/Good-Practices-in-South-South-and-Triangular-Cooperation-for-Sustainable-Development-Vol-4.pdf>.

South Cooperation Connector, une plateforme virtuelle destinée à combler le fossé entre l'offre et la demande en matière de coopération technique.

38. Dans le cadre de son programme de mentorat pour les femmes dans le cyberspace, l'UIT a fait appel à des femmes et des hommes pouvant faire part de leur expérience dans le domaine de la cybersécurité et les a mis en contact avec des femmes talentueuses en Afrique, dans les États arabes, en Asie et dans le Pacifique, ce qui a permis de former plus de 200 femmes de 69 pays et de les associer à 86 mentors.

39. L'OIM a continué de lancer de nouvelles initiatives de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire conçues pour aider les pays en développement à progresser vers une bonne gouvernance migratoire grâce au renforcement des capacités, aux échanges de connaissances et au dialogue transfrontalier et régional ou transrégional.

40. Dans son dernier rapport, publié en 2022, le Secrétariat général ibéro-américain, qui apporte son appui à 22 pays composant la communauté ibéro-américaine, a recensé 1 168 initiatives de coopération Sud-Sud et triangulaire en 2020 et 2021. Ce rapport constitue une référence importante et une source de bonnes pratiques en matière de coopération Sud-Sud et triangulaire dans les pays ibéro-américains²⁵.

C. Faire progresser l'élaboration des politiques de coopération Sud-Sud et triangulaire

41. Les entités des Nations Unies ont continué de faciliter les dialogues sur les politiques à suivre, les recherches et les activités de plaidoyer sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire. Au niveau mondial, le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud a continué d'assurer le secrétariat technique du Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud, en mettant à la disposition des États Membres des recherches et des analyses fondées sur des données probantes concernant les défis, les tendances et les possibilités de coopération Sud-Sud et triangulaire, y compris des rapports destinés à servir de base aux analyses et aux recommandations du Comité. En 2022, le Bureau a commencé à préparer la vingt-et-unième session du Comité, devant se tenir en 2023. Pour faire progresser l'élaboration des politiques en matière de coopération Sud-Sud et triangulaire, il a organisé un dialogue ministériel à l'occasion de l'Exposition mondiale sur le développement Sud-Sud en 2022.

42. Afin d'intégrer davantage la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans les processus décisionnels et les résolutions, le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud a passé en revue en 2022 les projets de résolution présentés par la Deuxième Commission à l'Assemblée générale à sa soixante-dix-septième session afin de recenser les domaines thématiques prioritaires qui bénéficieraient de l'intégration de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, compte tenu des besoins exprimés par les États Membres, du document final de Buenos Aires, des décisions du Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud, des recommandations contenues dans les rapports du Secrétaire général, de la déclaration ministérielle adoptée lors du débat de haut niveau de la session de 2022 du Conseil économique et sociale et du forum politique de haut niveau sur le développement durable²⁶ et de la déclaration ministérielle du Groupe des 77 et de la Chine²⁷. La

²⁵ Secrétariat général ibéro-américain, *Report on South-South Cooperation in Ibero-America 2022* (Madrid, 2023).

²⁶ E/HLS/2022/1.

²⁷ Voir www.g77.org/doc/Declaration2022.htm.

coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire ont ainsi été intégrées dans 24 résolutions en 2022.

43. Les instituts de recherche et les groupes de réflexion des pays du Sud ou s'intéressant à ces pays ont continué d'alimenter les débats sur le développement mondial, notamment en apportant des informations sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire. Grâce au réseau « South-South Global Thinkers », une coalition mondiale de groupes de réflexion et de réseaux de groupes de réflexion pour la coopération Sud-Sud, soutenue par le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud et le PNUD, 10 documents de recherche ont été publiés et 6 dialogues stratégiques mondiaux et événements de sensibilisation ont été organisés en 2021.

D. Promouvoir le développement, le transfert et la diffusion des technologies vers les pays en développement

44. En 2022, le système des Nations Unies pour le développement a tiré parti des technologies numériques pour faire progresser le partage des connaissances et la collaboration Sud-Sud et a redoublé d'efforts pour promouvoir le développement, le transfert et la diffusion des technologies au moyen de la coopération Sud-Sud et triangulaire. Par exemple, un projet régional de coopération Sud-Sud dans le cadre du programme FAO-Chine pour la coopération Sud-Sud a aidé 12 pays de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes à rétablir leurs moyens de subsistance ruraux et leurs systèmes agroalimentaires après l'impact de la pandémie de COVID-19. Le projet a soutenu la transformation des systèmes agroalimentaires et a contribué à renforcer la résilience et la durabilité des moyens de subsistance dans les pays participants, en accordant une attention particulière aux populations les plus vulnérables dans les zones rurales, les villes et les petites villes²⁸.

45. De même, le PAM a continué de gérer son Fonds d'opportunités Sud-Sud COVID-19 au profit de l'Arménie, de l'État plurinational de Bolivie, du Cameroun, de la Guinée, du Kirghizistan, du Mozambique, du Népal, du Nicaragua, du Pakistan, du Rwanda et de la République-Unie de Tanzanie, ainsi que l'Initiative pilote de coopération Sud-Sud et triangulaire PAM-Chine sur le terrain en Équateur, au Ghana, au Kenya, au Pérou, en République du Congo et à Sri Lanka, qui vise à renforcer la résilience des petits exploitants agricoles et à soutenir la transformation des systèmes alimentaires nationaux²⁹.

46. Les laboratoires d'accélération du PNUD ont continué à construire le réseau d'apprentissage le plus rapide du monde sur les défis du développement durable. Qu'il s'agisse de données recueillies par des drones ou des satellites, de données sur les transactions financières, de données ethnographiques ou de données générées par les citoyens, le réseau de laboratoires d'accélération s'appuie sur un large éventail de sources pour structurer et appliquer plus largement les solutions de développement dans l'ensemble des pays du Sud³⁰.

47. Dans le domaine du recensement de la population, le FNUAP a facilité des transferts de technologies entre pays africains et entre l'Afrique et l'Amérique latine, qui, en plus de renforcer les capacités des organismes nationaux spécialisés, ont permis de réduire le coût des campagnes de recensement³¹.

²⁸ Selon l'enquête sur les entités des Nations Unies réalisée en 2022 par le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud.

²⁹ Ibid.

³⁰ Ibid.

³¹ Ibid.

48. L'UNICEF a élargi sa coopération triangulaire avec le Brésil, notamment par le biais de projets de construction d'un système d'égouts simplifié dans la municipalité de Viana en Angola, avec le soutien du Dispositif IBAS pour l'atténuation de la pauvreté et la lutte contre la faim. L'UNICEF a également aidé la République islamique d'Iran à traduire les politiques et la législation en programmes de protection sociale pour le bien-être des enfants et des adolescents, y compris les migrants³².

49. L'ONUDI a signalé avoir mis en œuvre 203 projets en 2022 dans le cadre desquels ont été appliquées des approches de coopération Sud-Sud et triangulaire pour le développement, le transfert et le renforcement des capacités technologiques, notamment par l'intermédiaire de son Centre pour la coopération industrielle Sud-Sud ainsi que des projets relevant de son portefeuille de coopération technique³³.

50. En collaboration avec les États Membres, le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) a distribué 319 purificateurs d'eau à des pays du Sud, dont le Belize, Cabo Verde, la Gambie, le Honduras, Kiribati, le Liban, Madagascar, le Malawi, la République arabe syrienne, le Suriname et Tuvalu³⁴.

51. Le Centre mondial de développement Sud-Sud, une initiative conjointe du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud et du Centre international chinois pour les échanges économiques et techniques, a soutenu, entre autres, l'élaboration de supports de connaissance sur l'utilisation des technologies numériques pour l'intégration commerciale et sur l'avancement de la transformation numérique par la création de parcs scientifiques et technologiques. En outre, de petites subventions ont été accordées pour l'intégration des écosystèmes dans le bassin du lac Victoria en Afrique de l'Est, l'électrification rurale au Pérou et le renforcement de la résilience des systèmes alimentaires en Amérique latine et dans les Caraïbes.

52. Le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, en collaboration avec l'UIT, a conclu le concours « Défi de l'innovation numérique – Les pays du Sud à l'épreuve du COVID-19 », qui a permis de mettre en évidence des solutions numériques innovantes à mêmes d'être développées pour permettre aux pays en développement de mieux faire face aux effets en cascade de la pandémie de COVID-19. Douze lauréats ont bénéficié d'un financement de démarrage et d'un programme de mentorat pour contribuer à l'extension de leurs innovations numériques à d'autres pays en développement. Ils ont également été invités à l'Exposition mondiale sur le développement Sud-Sud pour établir de nouveaux partenariats avec des réseaux du Sud et faire ainsi progresser leurs solutions numériques innovantes.

53. Le Centre de la fonction publique d'Astana, soutenu par le PNUD, a collaboré avec l'OCDE pour aider neuf pays et plusieurs organisations internationales s'intéressant à la prestation de services publics à accélérer les progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable. Pour ce faire, un portail a été créé afin de rassembler et de diffuser des solutions de développement ayant fait leur preuve en matière d'adaptation. Parmi les innovations envisagées figuraient l'utilisation de l'intelligence artificielle, en particulier pour la reconnaissance des tendances, ainsi que le renforcement des capacités et la réalisation de recherches sur les priorités fixées par les clients et les réformes gouvernementales particulières.

³² Ibid.

³³ Ibid.

³⁴ Ibid.

E. Mettre au point de nouveaux cadres conceptuels pour la mesure de la coopération Sud-Sud et triangulaire

54. Le document final de Buenos Aires encourage tous les acteurs à soutenir les initiatives de collecte, de coordination et de diffusion des informations et des données, aux fins de l'évaluation de la coopération Sud-Sud, menées à la demande des pays en développement. En réponse, le Groupe d'experts des Nations Unies et de l'extérieur chargé des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable de la Commission de statistique a créé le Groupe de travail sur la méthode de mesure de l'appui au développement. Le Groupe de travail a élaboré un cadre conceptuel volontaire pour la mesure de la coopération Sud-Sud en tant que nouvel indicateur pour la cible 17.3.1 de l'objectif de développement durable, qui a ensuite été adopté par la Commission de statistique à sa cinquante-troisième session en 2022. L'adoption du cadre conceptuel volontaire est importante car elle affine la mesure de l'objectif 17 et fournit une approche commune aux pays en développement pour mieux mettre en valeur les contributions de la coopération Sud-Sud au Programme 2030, notamment par le biais d'une amélioration des rapports nationaux volontaires sur les objectifs.

55. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, la Division de statistique et quatre commissions régionales, ainsi que d'autres partenaires au sein du système des Nations Unies pour le développement et au-delà, ont réalisé un projet visant à aider huit pays en développement d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine à tester le cadre conceptuel volontaire en mesurant les formes financières et non financières de la coopération Sud-Sud. Ce projet vise à renforcer la coordination nationale sur la collecte de données à cet égard et à générer un retour d'information sur la faisabilité de l'application du cadre pour la mesure de la coopération Sud-Sud et les problèmes rencontrés³⁵.

IV. Progrès dans la mise en œuvre de la stratégie de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire au service du développement durable applicable à l'échelle du système des Nations Unies (2020-2024)

56. La stratégie de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire au service du développement durable à l'échelle du système des Nations Unies (2020-2024) et son plan de mise en œuvre fournissent un cadre concret pour améliorer la coordination et l'harmonisation des politiques aux fins du soutien programmatique et opérationnel du système des Nations Unies pour le développement aux niveaux mondial, régional et national. Cette stratégie vise à favoriser la mise en œuvre des priorités de développement nationales des États Membres et à accélérer la réalisation du Programme 2030 et de ses objectifs. Dans le cadre du mécanisme interinstitutions des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud a coordonné l'élaboration d'un cadre de suivi et a rationalisé la collecte des données afin de suivre les progrès accomplis dans l'application de la stratégie. Les enquêtes menées par le Département des affaires économiques et sociales pour obtenir les réactions des gouvernements sur les activités opérationnelles des Nations Unies pour le développement, des sièges des entités des Nations Unies et des coordonnatrices et coordonnateurs résidents ainsi que l'enquête auprès des entités des Nations Unies menée par le Bureau des Nations Unies

³⁵ Voir <https://unctad.org/project/quantifying-south-south-cooperation-mobilize-funds-sustainable-development-goals>.

pour la coopération Sud-Sud, constituent les sources de données utilisées pour rendre compte des indicateurs susmentionnés.

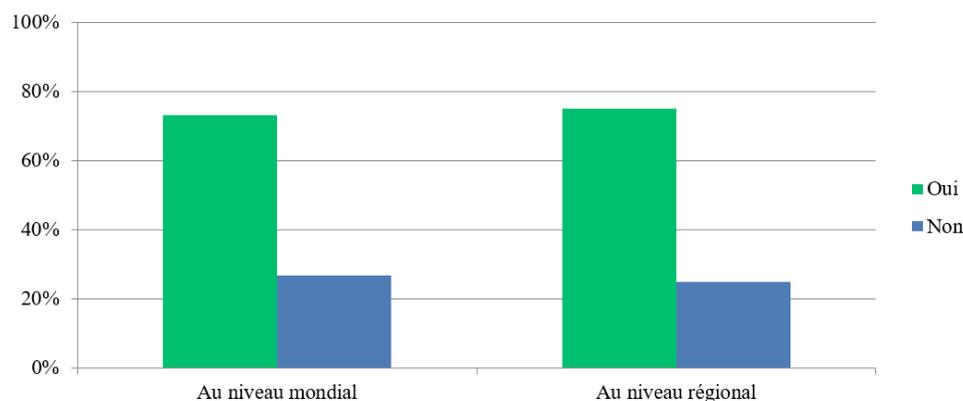
57. Au total, 70 % des pays du Sud Membres qui ont répondu à l'enquête auprès des gouvernements ont indiqué qu'ils participaient à la coopération Sud-Sud, contre 66 % en 2021.

A. **Résultat 1 : renforcement de la capacité du système des Nations Unies de répondre aux sollicitations des pays en développement demandant son aide pour relever des problèmes de développement particuliers par le biais de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire**

58. La coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire sont intégrées en tant que modalités de mise en œuvre spécifiques pour la réalisation des objectifs de développement durable et d'autres programmes mondiaux, et intégrées de manière globale dans les politiques, les cadres stratégiques et d'autres instruments de planification et de programmation de la plupart des entités des Nations Unies (voir fig. I).

Figure I

Pourcentage d'entités des Nations Unies intégrant la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire en tant que modalités de mise en œuvre spécifiques dans leurs instruments de planification et de programmation stratégiques



Source : Enquête du Département des affaires économiques et sociales auprès des sièges des entités des Nations Unies, 2022.

59. Au niveau national, les équipes de pays des Nations Unies ont fait état d'au moins 20 analyses communes par pays, plans-cadres de coopération pour le développement durable ou programmes de pays nouvellement élaborés qui suivaient les orientations à l'échelle du système sur la coopération Sud-Sud et incluaient des indicateurs ou des activités de coopération Sud-Sud et triangulaire en 2022.

60. S'agissant du renforcement des capacités techniques et humaines du système des Nations Unies pour répondre aux demandes d'aide des États Membres dans le cadre de la coopération Sud-Sud et triangulaire et pour rendre compte du soutien du système aux programmes et initiatives de coopération Sud-Sud et triangulaire, 22 entités des Nations Unies ont indiqué qu'elles avaient intégré les résultats de la coopération Sud-Sud et triangulaire dans leurs rapports d'activité, ce qui représentait une augmentation de 10 % depuis le rapport de 2021.

61. Il ressort des données présentées ci-dessus que les entités des Nations Unies ont bien progressé dans la réalisation du résultat 1 de la stratégie de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire au service du développement durable à l'échelle du système en 2022.

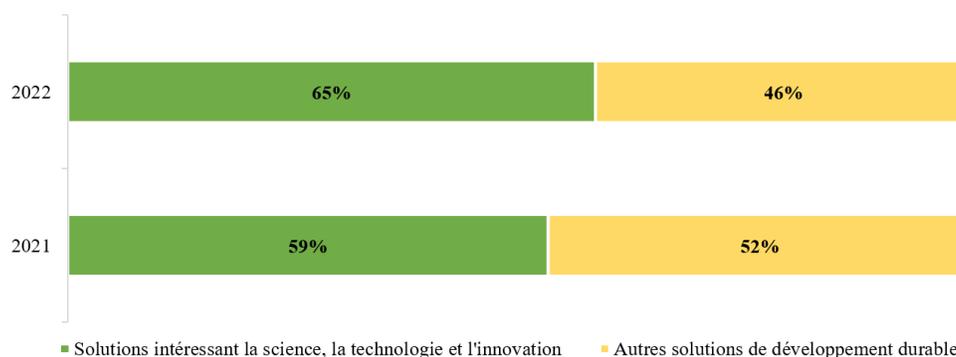
B. Résultat 2 : renforcement des capacités institutionnelles, humaines et techniques dans les pays du Sud grâce à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire

62. En ce qui concerne l'amélioration de l'aptitude des États Membres du Sud à évaluer les lacunes en matière de capacités, à définir leurs avantages comparatifs et les besoins correspondants des autres États Membres concernés et à concevoir et mettre en œuvre des programmes ou des initiatives de coopération Sud-Sud et triangulaire, 48 % des personnes interrogées dans le cadre de l'enquête de 2022 du Département des affaires économiques et sociales auprès des gouvernements ont fait savoir qu'elles avaient demandé une aide au système des Nations Unies en matière de coopération Sud-Sud et triangulaire, 51 % qu'elles avaient reçu une telle aide et 31 % qu'elles avaient été aidées par le système des Nations Unies à établir ou renforcer les institutions nationales impliquées dans la coopération Sud-Sud et triangulaire. Ces chiffres sont similaires aux réponses reçues en 2021.

63. S'agissant de l'amélioration de l'aptitude des pays du Sud à identifier, évaluer et documenter les solutions de développement ayant donné de bons résultats et les technologies adaptées à leur situation ainsi que les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable, le pourcentage d'États Membres ayant signalé avoir reçu une aide du système des Nations Unies pour le développement dans la mise en œuvre de solutions fondées sur la science, la technologie et l'innovation a augmenté depuis 2021, alors que le pourcentage d'États Membres ayant reçu une aide pour d'autres solutions de développement durable a diminué (voir fig. II).

Figure II

Pourcentage de pays ayant reçu une aide du système des Nations Unies pour le développement pour cartographier, évaluer et documenter des solutions de développement adaptées aux pays du Sud, y compris au moyen de recherches fondées sur des données probantes



Source : Département des affaires économiques et sociales, enquête auprès des gouvernements sur les activités opérationnelles des Nations Unies pour le développement, 2022.

64. En outre, pour ce qui est du nombre d'entités régionales ayant reçu un appui dans le cadre de la coopération Sud-Sud, 15 entités des Nations Unies ont signalé avoir apporté un appui à un total de 63 initiatives menées avec des entités régionales

des pays du Sud pour développer et faciliter la coopération Sud-Sud et triangulaire en 2022. Un exemple est l'initiative conjointe du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, du Ministère de la science et des technologies de l'information et des communications de la République de Corée et de la Commission du Mékong, qui a continué d'améliorer l'accès à l'eau, à la nourriture et à l'énergie des communautés vulnérables vivant dans le bassin inférieur du Mékong (au Cambodge, en Thaïlande, en République démocratique populaire lao et au Viet Nam) en renforçant les approches et la gestion du développement dans ces secteurs³⁶.

65. Les résultats de l'enquête montrent que les entités des Nations Unies doivent redoubler d'efforts pour accroître les capacités institutionnelles, humaines et techniques dans les pays du Sud, comme cela a été demandé, par le biais de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire.

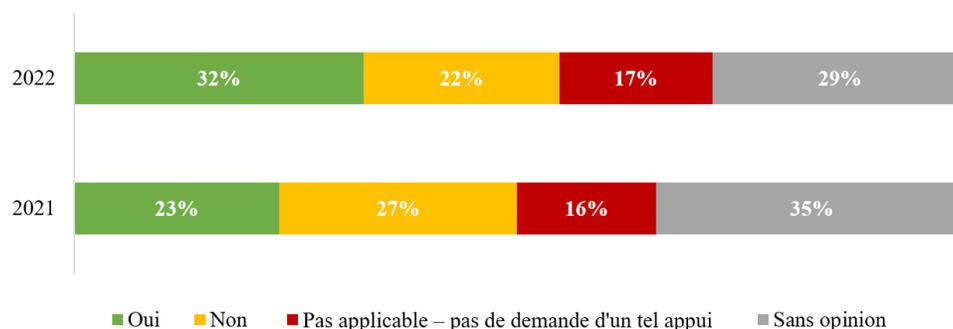
C. Résultat 3 : amélioration des échanges de données d'expérience, de savoir-faire, de technologies appropriées et de solutions de développement adaptables entre les pays en développement et les décideurs, les institutions, les professionnels, la société civile, les universités et les organisations du secteur privé des pays du Sud

66. S'agissant de l'amélioration de la capacité du système des Nations Unies de faciliter l'échange de connaissances et de données d'expérience sur les solutions de développement ayant donné de bons résultats dans les pays du Sud en utilisant des outils et des plateformes de coopération Sud-Sud et triangulaire, y compris des plateformes numériques, pour l'apprentissage et la coopération de pays à pays, le nombre d'utilisateurs annuels de la plateforme South-South Galaxy était de 1 448 en 2022, dont 617 se sont inscrits en 2022. Le trafic annuel sur la plateforme en 2022 était de 54 000 visiteurs.

67. En ce qui concerne l'accroissement de l'aide du système des Nations Unies à l'amélioration du partage des connaissances et des données d'expérience sur les initiatives efficaces et réussies, les solutions de développement adaptables et les technologies appropriées dans les pays du Sud en utilisant les outils et les plateformes de coopération Sud-Sud et triangulaire pour l'apprentissage et la reproduction, une augmentation significative du pourcentage d'États Membres qui ont signalé avoir reçu une aide du système des Nations Unies pour le développement pour organiser des initiatives mondiales, régionales ou nationales de partage des connaissances sur les solutions pour les pays du Sud a été enregistrée depuis 2021 (voir fig. III). En outre, en 2022, les entités des Nations Unies ont déclaré avoir identifié, documenté et publié plus de 44 bonnes pratiques en matière de coopération Sud-Sud et triangulaire. Soixante-dix initiatives régionales de partage des connaissances facilitées par le système des Nations Unies ont également été signalées.

³⁶ Voir www.southsouth-galaxy.org/capacity-development/rok-unossc-facility.

Figure III
Pourcentage de pays ayant reçu une aide du système des Nations Unies pour le développement pour organiser des initiatives ou des solutions mondiales, régionales ou nationales de partage des connaissances



Source : Département des affaires économiques et sociales, enquête auprès des gouvernements sur les activités opérationnelles des Nations Unies pour le développement, 2022.

68. D'après les réponses à l'enquête reçues en 2022 concernant les indicateurs du résultat 3, les entités des Nations Unies ont bien progressé dans la réalisation de ce résultat de la stratégie de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire au service du développement durable applicable à l'échelle du système des Nations Unies.

D. Résultat 4 : meilleure prise en compte des points de vue et des besoins du Sud dans les politiques mondiales et régionales et dans la coopération internationale pour le développement

69. En ce qui concerne le renforcement de la cohérence et de la coordination des contributions du système des Nations Unies, y compris par le biais de plateformes régionales de collaboration, pour structurer les dialogues politiques intergouvernementaux pertinents aux niveaux mondial et régional de façon à couvrir les questions de développement durable et de développement régional, y compris par le biais de la coopération Sud-Sud et triangulaire, il a été signalé, en réponse à l'enquête auprès des entités des Nations Unies menée par le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, qu'en 2022 la Plateforme régionale de collaboration pour l'Europe et l'Asie centrale avait inclus la coopération Sud-Sud et triangulaire dans son plan de travail annuel.

70. Pour ce qui est du renforcement des activités de plaidoyer, de sensibilisation et de communication du système des Nations Unies pour le développement sur la coopération Sud-Sud et triangulaire, plus de 800 événements sur la coopération Sud-Sud et triangulaire ont été organisés par les entités des Nations Unies en 2022. À elle seule, la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique a signalé avoir organisé 522 événements de partage des connaissances sur les défis et les solutions en matière de développement durable, qui ont rassemblé un large éventail de parties prenantes des pays du Sud.

71. Sur la base des réponses à l'enquête reçues en 2022 concernant les indicateurs du résultat 4, les entités des Nations Unies sont en bonne voie pour atteindre le résultat 4 de la stratégie de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire au service du développement durable applicable à l'échelle du système des Nations Unies.

E. Résultat 5 : mobilisation de ressources financières et en nature ainsi que de compétences par le biais de partenariats et d'alliances stratégiques dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, afin d'accroître l'impact de cette coopération

72. L'élargissement et la diversification de la base de ressources du système des Nations Unies pour le développement afin d'assurer la viabilité à long terme des programmes de coopération Sud-Sud et triangulaire, notamment grâce à de nouvelles sources de financement ou à des instruments innovants, ont été mesurés à l'aide de l'indicateur relatif à la mise en place de lignes directrices pour la participation du secteur privé ou d'autres acteurs non étatiques. Six entités des Nations Unies – le FIDA, le FNUAP, l'OIM, l'OIT, ONU-Habitat et l'UNOPS – ont signalé avoir élaboré de telles lignes directrices en 2022.

73. Compte tenu du peu de données disponibles, il est difficile de déterminer si les entités des Nations Unies ont progressé en 2022 dans la réalisation du résultat 5³⁷.

74. Dans l'ensemble, par rapport aux indicateurs définis pour la stratégie de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire au service du développement durable applicable à l'échelle du système, les entités des Nations Unies ont bien progressé dans la réalisation de la plupart des cinq résultats.

V. Conclusions et recommandations

75. **La solidarité mondiale et la coopération internationale sont essentielles à la sécurité humaine et à la construction d'un monde inclusif, équitable et pacifique, en particulier pour aider les pays les plus pauvres et les plus vulnérables. J'encourage les États Membres, les banques régionales de développement et le système des Nations Unies pour le développement à intensifier la coopération internationale pour aider les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement à se remettre de la pandémie de COVID-19 et à renforcer leur capacité de résistance aux chocs socioéconomiques futurs. Ce faisant, il importe de forger de nouveaux partenariats avec d'autres parties prenantes, en particulier les gouvernements locaux et les autorités municipales, la société civile, le monde universitaire, le secteur privé et les philanthropes, afin d'accroître la portée et l'ampleur de la coopération Sud-Sud pour le développement durable, y compris par le biais de la coopération triangulaire.**

76. **Je me félicite des progrès réalisés par le système des Nations Unies pour le développement dans la mobilisation de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire pour faire face à l'urgence climatique et j'encourage vivement les entités des Nations Unies à continuer d'appuyer les partenariats entre les acteurs des pays du Sud aux niveaux régional, national et infranational**

³⁷ Dans l'enquête auprès des entités des Nations Unies menée par le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, les réponses à la question sur le soutien renforcé du système des Nations Unies à l'établissement de partenariats multipartites entre les agences et institutions gouvernementales, les partenaires financiers et non financiers, les organisations publiques et privées et les universités des pays en développement pour l'identification, la négociation, la formulation, le financement et la mise en œuvre de programmes et d'initiatives de coopération Sud-Sud et triangulaire ont été insuffisantes, ce qui suggère qu'il s'agit sans doute d'un indicateur complexe qui doit être revu.

à cet égard. De nouveaux partenariats pour la lutte contre les changements climatiques conformément à l'Accord de Paris sont plus que jamais nécessaires.

77. Reconnaissant le potentiel de la numérisation dans la promotion du développement durable, j'encourage également le système des Nations Unies pour le développement à favoriser l'élaboration de politiques de coopération numérique et à faciliter les initiatives de transformation numérique, afin de réduire la fracture numérique grâce à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire. Il est essentiel que tous les pays en développement disposent d'une stratégie de transformation numérique et d'un cadre politique et juridique favorable pour promouvoir les technologies de l'information et des communications et l'innovation. En outre, le développement des compétences numériques peut avoir un effet transformateur et l'accès à Internet à haut débit pour tous devrait être un droit fondamental.

78. J'apprécie les efforts déployés par les États Membres et le système des Nations Unies pour le développement pour promouvoir le développement, le transfert et la diffusion des technologies dans les pays en développement et je les invite à renforcer cette coopération, notamment en créant des synergies entre les experts et les ressources dans et entre les différentes régions et les groupes de parties prenantes. La coopération avec et entre les pays les moins avancés est particulièrement importante pour améliorer l'accès à des technologies et à des recherches scientifiques sur le développement technologique qui répondent aux besoins particuliers de ces pays. J'encourage également le système des Nations Unies à contribuer au sommet du Groupe des 77 et de la Chine sur la science, la technologie et l'innovation, qui se tiendra à la Havane en septembre 2023, en mettant en évidence les bonnes pratiques en matière de développement, de transfert et de distribution des technologies dans les pays en développement.

79. Je salue l'élaboration d'un cadre conceptuel initial pour la mesure de la coopération Sud-Sud et recommande que le système des Nations Unies pour le développement soutienne les efforts faits par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement pour mieux sensibiliser à cette question et développer la capacité des bureaux nationaux de statistique et des agences de coopération d'utiliser ce cadre pour mesurer la coopération Sud-Sud en s'appuyant sur les mécanismes mis en place par les pays. Il faudrait dans ce contexte utiliser également des marqueurs et des indicateurs de genre pour assurer une plus grande prise en compte des considérations de genre dans les initiatives de coopération Sud-Sud.

80. J'appelle les entités du système des Nations Unies pour le développement à intégrer davantage la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans leurs cadres stratégiques et leurs instruments de planification et je les exhorte à allouer davantage de ressources financières au soutien et à la facilitation de cette coopération.

81. J'encourage le Bureau des Nations pour la coopération Sud-Sud ainsi que le mécanisme interinstitutions pour la coopération Sud-Sud et triangulaire, le Bureau de la coordination des activités de développement et les commissions régionales à partager des orientations pratiques avec les équipes de pays et les autres entités des Nations Unies afin de faciliter les progrès dans l'intégration de la coopération Sud-Sud et triangulaire dans les plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable au niveau national et les plateformes de collaboration régionales, le cas échéant, et à aider les États Membres à utiliser ces modalités pour accélérer la réalisation du Programme 2030 et de ses objectifs.

82. Je me félicite de la tenue du troisième Sommet du Sud en janvier 2024 et j'invite instamment le système des Nations Unies pour le développement à apporter un appui aux États Membres pour que ce Sommet soit couronné de succès.

83. Conscient du poids croissant de la dette des pays en développement en raison d'une politique plus agressive d'assouplissement quantitatif qui a entraîné une augmentation des emprunts pour financer les dépenses publiques en réponse à la pandémie de COVID-19 et qui a été suivie d'une hausse des taux d'intérêt et d'une augmentation des emprunts auprès de sources non concessionnelles par les gouvernements, j'invite instamment l'Organisation des Nations Unies à jouer un rôle important dans la restructuration de la dette afin d'aider les pays du Sud.
